



**KPMG Audit**  
1, cours Valmy  
92923 Paris La Défense Cedex  
France

Ernst & Young et Autres

**Ernst & Young et Autres**  
1/2, place des Saisons  
92400 Courbevoie - Paris La Défense  
France

**Aéroports de Paris - Société Anonyme**

**Rapport des commissaires aux  
comptes, établi en application  
de l'article L.225-235 du Code  
de commerce, sur le rapport du  
président du conseil  
d'administration de la société  
Aéroports de Paris**

Exercice clos le 31 décembre 2012  
Aéroports de Paris - Société Anonyme  
291, boulevard Raspail - 75675 Paris Cedex 14  
*Ce rapport contient 3 pages*  
Référence : PA-131-23



**KPMG Audit**  
1, cours Valmy  
92923 Paris La Défense Cedex  
France

Ernst & Young et Autres

**Ernst & Young et Autres**  
1/2, place des Saisons  
92400 Courbevoie - Paris La Défense  
France

## **Aéroports de Paris - Société Anonyme**

Siège social : 291, boulevard Raspail - 75675 Paris Cedex 14  
Capital social : €.296.881.806

### **Rapport des commissaires aux comptes, établi en application de l'article L.225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du conseil d'administration de la société Aéroports de Paris**

Exercice clos le 31 décembre 2012

Aux Actionnaires

En notre qualité de commissaires aux comptes de la société Aéroports de Paris et en application des dispositions de l'article L.225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2012.

Il appartient au président d'établir et de soumettre à l'approbation du conseil d'administration un rapport rendant compte des procédures de contrôle interne et de gestion des risques mises en place au sein de la société et donnant les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce relatives notamment au dispositif en matière de gouvernement d'entreprise.

Il nous appartient :

- de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations contenues dans le rapport du président, concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, et
- d'attester que le rapport comporte les autres informations requises par l'article L.225-37 du Code de commerce, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier la sincérité de ces autres informations.

Nous avons effectué nos travaux conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France.

18 mars 2013

***Informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière***

Les normes d'exercice professionnel requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président. Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne et de gestion des risques relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures du contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président.

Sur la base de ces travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations concernant les procédures de contrôle interne et de gestion des risques de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L.225-37 du Code de commerce.

***Autres informations***

Nous attestons que le rapport du président du conseil d'administration comporte les autres informations requises à l'article L.225-37 du Code de commerce.

Paris La Défense, le 18 mars 2013

KPMG Audit  
Département de KPMG S.A.



Philippe Arnaud  
Associé

Ernst & Young et Autres



Jacques Pierres  
Associé